

D'abord, les politiques que je viens d'exposer visent une Europe en transition. Elles doivent donc évoluer avec celle-ci. Nos politiques, pas plus que l'Europe, ne demeureront statiques.

Ensuite, l'atout extraordinaire que représente notre communauté multiculturelle entraîne certaines responsabilités. Ainsi, à mesure que l'Europe brise les chaînes du passé, les anciennes animosités refont surface, animosités que la répression avait figées, mais que rend plus dangereuses l'absence de traditions de compromis. Ces animosités peuvent menacer la stabilité sociale même qui sera essentielle au maintien de la démocratie dans ces pays. Les Canadiens - tous les Canadiens - doivent éviter d'attiser l'intolérance. Nous avons aussi la possibilité d'encourager les compromis et les accommodements - la seule voie possible pour les sociétés qui veulent tourner la page et fonder leur avenir sur la démocratie.

Enfin, et c'est là ma troisième observation, ce qui se passe en Europe illustre on ne peut mieux les impératifs de l'interdépendance - entre les pays et les régions, et entre les problèmes - politiques, militaires et économiques. L'interdépendance est synonyme de possibilités. Elle veut dire aussi défis. Il est impossible aujourd'hui d'échapper à la globalisation du monde.

Notre comportement au pays a des répercussions sur nos intérêts à l'étranger. Et ce que nous faisons à l'étranger détermine notre degré de prospérité et de sécurité sur notre territoire.

Ce n'est pas par caprice, mais par nécessité que nous prenons l'engagement de l'Europe. Nous le faisons pour notre propre bien, pour notre sécurité et pour notre prospérité.